



Contre l'austérité, Contre le chômage

Le 16 octobre 2014

Toutes et tous en grève et en manifestation, pour défendre le programme du CNR (Conseil National de la Résistance).

Pour la deuxième fois sous la Présidence de François Hollande, un Premier ministre de la République est la vedette d'un meeting syndical.

Le Premier ministre a choisi de venir faire applaudir sa politique par le MEDEF, le jour même de la publication des chiffres du chômage qui continuent d'augmenter.

La confusion des genres entre l'Etat et le MEDEF, le trait d'union qu'il tire entre le Medef et les entreprises, ont quelque chose de scandaleux.

La scénographie de son intervention, après le film de propagande du Medef intitulé, « Un million d'emploi, c'est possible » ne nous dit rien sur : quand, dans quelles entreprises, sur quel territoire, avec quel temps de travail, avec quelle rémunération seront créés ces emplois ? Pour l'instant et malgré les 220 milliards de cadeaux déjà consentis aux entreprises, on n'en a vu aucun.

Aucune stratégie n'est annoncée concernant l'évaluation des politiques publiques en direction des entreprises. Sur 45 minutes de discours, il consacre une phrase timide sur les comptes qu'elles auront à rendre à la nation.

Il passe sous silence les 220 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises qui ne sont soumises à aucune évaluation alors que tous les observateurs attentifs constatent que le versement du CICE n'a servi ni à l'investissement, ni à l'emploi. Sur les 40 entreprises du CAC 40, 37 viennent d'augmenter leurs dividendes aux actionnaires, au détriment des investissements, de l'emploi et des salaires.

Le Premier ministre dit vouloir rassembler pour réformer, mais la question cruciale qui est posée est sur quoi ?, comment ?

Sa réponse est en ligne avec le clip du syndicat patronal. Tout y passe, les attentes du MEDEF sont même anticipées : la simplification du code du travail, le travail du dimanche, la représentation des salariés dans les petites et moyennes entreprises...

Tout cela au motif que la France vivrait au-dessus de ses moyens depuis 40 ans. C'est insupportable ! Où sont les salariés, les retraités, les chômeurs, les jeunes en galère, qui vivent au-dessus de leurs moyens aujourd'hui en France ?



Le gouvernement avait annoncé la couleur en prévenant que les chiffres du chômage de juillet ne seraient pas bons. On peut même les qualifier de catastrophiques : 40 600 demandeurs d'emploi en plus (catégories A, B et C) !

On est loin de l'amélioration ou même de la stabilisation promise depuis longtemps ! En un an, le chômage a augmenté de 5 %.

Ce chiffre est la preuve flagrante que les politiques économiques menées jusqu'à présent par le Gouvernement et le Patronat ne marchent pas ; les politiques d'austérité sont responsables de cette situation et continuent de peser encore plus sur les salariés.

La politique des contrats aidés montre ses limites : le chômage des jeunes est reparti à la hausse (+0,7%), les seniors voient eux aussi leur situation se dégrader (+0,7 en juillet et + 11,6 % en un an), le report de l'âge de la retraite depuis 2010 aggravant la situation.

De plus en plus nombreux au chômage, les demandeurs d'emploi y restent de plus en plus longtemps. En effet, le chômage de longue durée a considérablement augmenté : les demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an sont 1,4% de plus ce mois-ci (+9,4% en un an) 42,7% des demandeurs d'emploi sont inscrits depuis plus d'un an. On a même une explosion de ce que l'on peut appeler le « chômage de très longue durée », les demandeurs d'emploi inscrits depuis plus de deux augmentent en un an de 14,9%.

Il est urgent de prendre des mesures pour lutter contre le chômage de longue durée.

Le changement de gouvernement annonce une poursuite d'une politique de l'offre qui nous conduit à une impasse économique sociale dont les salariés paient le prix fort.

La CGT invite les privés d'emploi, les retraités et les salariés à s'inscrire dans les actions qu'elle proposera à l'automne. Il est nécessaire que ce gouvernement entende maintenant la voix des salariés.